

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°16 2026

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Hausse de la dette extérieure et pressions croissantes sur les équilibres macroéconomiques ;
- ❖ **Inde** : La croissance industrielle indienne ralentit à 4,1% en mars ;
- ❖ **Maldives** : Une forte dépendance alimentaire qui accroît l'exposition aux tensions mondiales selon Fitch ;
- ❖ **Népal** : Le rapport sur l'état de l'économie pointe un cycle de faible productivité;
- ❖ **Pakistan** : Le Pakistan émet un eurobond de 750 M USD ;
- ❖ **Sri Lanka** : La BASD évalue à 6 Mds USD le potentiel d'exportations non réalisé ;

À RETENIR

6 %

Prévision de croissance indienne par
Moody's pour l'exercice 2026/27

Bangladesh

Hausse de la dette extérieure et pressions croissantes sur les équilibres macroéconomiques

La dette extérieure du Bangladesh a atteint 78 Mds USD à fin février 2026, selon le ministre des Finances. Cette évolution s'inscrit dans une tendance haussière observée ces derniers trimestres.

D'après les données de la Banque centrale, l'encours de dette extérieure s'élevait à environ 113,51 Mds USD au T4 2025, après plus de 112 Mds USD au T3 et 113,58 Mds USD au T2, confirmant une progression du recours aux financements extérieurs.

Cette hausse est portée à la fois par les besoins du secteur public et du secteur privé. La dette publique représente la part majoritaire, avec 93,46 Mds USD, contre 20,05 Mds USD pour le secteur privé.

Cette dynamique reflète le recours accru à l'endettement extérieur pour financer les projets d'infrastructures, soutenir la balance des paiements et compenser la faiblesse des ressources domestiques. Elle s'inscrit également dans un contexte de conditions de financement international moins favorables.

Parallèlement, la pression liée au service de la dette s'intensifie. Selon la Division des relations économiques extérieures (ERD), le Bangladesh devra rembourser près de 26 Mds USD de dette extérieure d'ici 2030. Ce montant est particulièrement élevé au regard des tendances historiques : environ 40 Mds USD ont été remboursés depuis l'indépendance en 1971, ce qui implique qu'une part significative de ce total sera concentrée sur les cinq prochaines années.

Cette montée des échéances intervient dans un contexte de marges budgétaires limitées, avec un ratio recettes fiscales/PIB inférieur à 7 %, l'un des plus faibles parmi les économies comparables. Elle est également aggravée par un environnement externe et interne défavorable (post-Covid, guerre en Ukraine, tensions au Moyen-Orient, instabilité politique), pesant sur les recettes, les exportations et les transferts de fonds.

[Bangladesh's external debt till February stands at \\$78.06b: Khosru | The Business Standard](#)

Faiblesse de l'exécution des projets publics

Les dépenses de développement au Bangladesh ont atteint leur plus bas niveau en au moins cinq ans sur les neuf premiers mois de l'exercice 2025-26. Les ministères n'ont exécuté que 36,19 % de l'allocation annuelle, un niveau nettement inférieur aux moyennes historiques.

Ce ralentissement intervient dans un contexte de transition politique et d'incertitudes économiques, qui ont freiné la mise en œuvre des projets publics. À titre de comparaison, le taux d'exécution atteignait 45 % sur la même période en 2021-22, illustrant l'ampleur du ralentissement.

La sous-exécution est particulièrement marquée dans certains secteurs clés, notamment la santé, où seulement 21,6 % des crédits ont été utilisés, malgré des besoins croissants en infrastructures et services.

Plusieurs facteurs expliquent cette situation : hésitation administrative liée au changement de gouvernement, ralentissement des décisions d'investissement, ainsi que perturbations institutionnelles après la transition politique. La coexistence de deux gouvernements sur l'exercice aurait également contribué à retarder l'exécution des projets.

Selon les analystes, le taux d'exécution global pourrait rester limité à 60–65 % sur l'ensemble de l'année, prolongeant la faiblesse déjà observée en 2024-25 (68 %, plus bas niveau depuis les années 1970).

Ce ralentissement des dépenses publiques pourrait peser sur l'activité économique, en affectant l'investissement en infrastructures, la création d'emplois notamment pour les travailleurs peu qualifiés, ainsi que les recettes fiscales, via une moindre collecte de TVA et d'impôts liés aux projets publics.

[Bangladesh ADP Spending Drops | ADP spending hits multi-year low amid political transition | ADP Spending Lowest in 5 Years | The Daily Star](#)

Inde

La croissance industrielle indienne ralentit à 4,1% en mars

Dans la continuité de la contraction enregistrée par l'indice des industries de base en mars (-0,4%), la croissance de la production industrielle en Inde a également ralenti à 4,1 % en glissement annuel en mars, soit son niveau le plus faible depuis cinq mois, contre 5,1 % en février, selon les données officielles. Dans le détail, l'industrie manufacturière a ralenti à 4,3%, l'électricité à 0,8% et les mines à 5,5%. Ce ralentissement est largement imputable au choc externe et aux perturbations de l'approvisionnement énergétique mondiale entraînant une hausse des coûts des intrants et inévitablement un ralentissement du secteur manufacturier.

[Industrial growth dips to five-month low of 4.1% in March - The Economic Times](#)

État d'avancement des accords commerciaux de l'Inde

Dans l'optique de diversification des partenaires commerciaux de l'Inde, le ministre du Commerce indien Piyush Goyal a déclaré, à l'occasion de la journée de célébration de la propriété intellectuelle, que l'Inde accélère ses négociations en vue d'un accord de libre-échange avec le Canada. Ainsi, le ministre prévoit d'y faire un déplacement prochainement.

En parallèle, les négociations avec la Nouvelle-Zélande entrent en phase finale. A ce stade, l'accord prévoit un accès en franchise de droit pour les exportations indiennes, une ouverture aux importations néo-zélandaises, notamment en matière de denrées agricoles. L'accord mentionne des engagements d'investissement de 20 Mds USD en Inde, et jusqu'à 5 000 de visa de travail pour les indiens délivrés.

Dans le même temps, les discussions avec le Conseil de coopération du Golfe, qui comprend entre autres l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes Unis, le Qatar, ont été mises en pause temporairement depuis février en raison de la guerre qui sévit dans la région.

A noter que les négociations se poursuivent également avec le Chili et le Pérou.

L'agence de notation Moody revoit ses projections de croissance 2026-27 pour l'Inde à la baisse

L'agence de notation Moody's Ratings a revu à la baisse ses prévisions de croissance du PIB de l'Inde pour l'exercice budgétaire 2026-27, les ramenant à 6 % contre 6,8 % précédemment.

Cette révision s'explique principalement par la hausse des prix du pétrole et du gaz, entraînant une augmentation des coûts des intrants industriels, qui exercent des pressions susceptibles de ralentir la dynamique de croissance du pays.

Au-delà de la croissance, l'agence met en garde contre plusieurs risques macroéconomiques tels que le creusement du déficit commercial, lié à la hausse des importations énergétiques, et des pressions accrues sur les finances publiques, à travers les subventions aux carburants et aux engrais.

Aussi, l'agence de notation souligne qu'une perturbation prolongée de l'activité économique dans la région du Conseil de coopération du Golfe pourrait entraîner une baisse des transferts de fonds vers l'Inde, accentuant potentiellement la dépréciation de la roupie. Pour rappel, la région représente près d'un tiers des transferts de migrants totaux de l'Inde.

Par ailleurs, Moody's prévoit sur l'année une inflation moyenne plus élevée aux alentours de 4,8% accompagnée d'une politique monétaire plus restrictive.

[Moody's Ratings cuts India's FY27 growth forecast to 6% on higher energy costs - The Economic Times](#)

Maldives

Une forte dépendance alimentaire qui accroît l'exposition aux tensions mondiales selon Fitch

Les Maldives constituent l'un des pays d'Asie émergente les plus exposés à un choc sur les prix alimentaires, avec une dépendance nette aux importations de produits alimentaires estimée à 78%. Fitch précise toutefois que ce niveau élevé reflète en grande partie la demande importante et relativement élastique du secteur du tourisme de luxe. En cas de maintien des tensions sur les engrais, notamment du fait du rôle du Golfe dans la production mondiale et des restrictions d'exportation attendues de certains fournisseurs asiatiques comme la Chine, les Maldives seraient particulièrement sensibles à une combinaison défavorable : hausse des prix alimentaires internationaux, perturbations logistiques et renchérissement des intrants agricoles dans les pays fournisseurs.

[Fitch](#)

Remplacement partiel de la ligne de swap indienne dans un contexte financier très dégradé

L'Inde a annoncé le 23 avril la mise en place d'une facilité de swap de 30 Mds INR (319 MUSD environ) au gouvernement maldivien dans le cadre du dispositif de swap de devises de la SAARC (South Asian Association for Regional Cooperation). Ce nouveau financement

intervient au moment où la ligne précédemment mobilisée par les Maldives, d'un montant de 400 MUSD, est arrivée à maturité et a été réglée le même jour. En net, les Maldives se trouvent donc avec un soutien indien disponible réduit de 81 MUSD et désormais libellé en roupies indiennes au lieu de dollars américains. Le contexte financier est pourtant très dégradé. Le ministre maldivien du Développement économique a ainsi déclaré le 28 avril que les entrées de devises étrangères aux Maldives avaient chuté en raison notamment du conflit au Moyen-Orient et de son effet sur les arrivées touristiques et que les sorties de devises avaient accéléré : sur les trois premiers mois de l'année, la Bank of Maldives a selon lui vendu 75,4 MUSD par mois pour les importations de biens essentiels et les transactions par carte, chiffre en hausse de 60% par rapport à la moyenne de 2025 (47,1 MUSD). Il estime que sur le seul mois d'en avril, les sorties nettes de capitaux ont atteint 165 MUSD.

[Atoll Times](#)

Népal

Le rapport sur l'état de l'économie pointe un cycle de faible productivité

Le rapport présenté par le ministère des Finances estime que l'économie népalaise reste engagée dans un cycle peu productif. La croissance repose encore largement sur l'agriculture traditionnelle, les services peu créateurs d'emplois qualifiés, les importations et les transferts des travailleurs migrants.

Le principal frein tient à la faiblesse du tissu productif. L'industrie reste limitée, tandis que le développement de l'hydroélectricité n'a pas encore produit d'effet d'entraînement suffisant sur l'investissement, l'emploi et les exportations.

Le rapport souligne aussi les contraintes pesant sur les finances publiques, à savoir des recettes fiscales insuffisantes, une assiette fiscale étroite, le poids de l'économie informelle et des dépenses courantes élevées. Cette situation réduit les marges disponibles pour l'investissement public et accroît la pression sur la dette.

Sur le plan extérieur, l'inscription du Népal sur la liste grise du GAFI fragilise la crédibilité financière du pays et complique l'attraction des capitaux étrangers. La sortie prévue de la catégorie des pays les moins avancés en novembre 2026 rend également nécessaire une croissance plus solide et mieux financée.

Le gouvernement vise une croissance annuelle de 6% à 7%, un revenu par habitant supérieur à 3 000 USD et un PIB proche de 100 Mds USD à moyen terme. Les priorités retenues sont l'hydroélectricité, l'agriculture, le tourisme et les services numériques. Leur réussite dépendra surtout d'une meilleure gouvernance, d'une exécution budgétaire plus efficace et d'un cadre plus stable pour l'investissement.

[State of economy report: Nepal stuck in unproductive cycle](#)

Le PIB attendu à 43,5 Mds USD pour l'exercice en cours

Le PIB du Népal devrait atteindre 43,5 Mds USD à la fin de l'exercice budgétaire 2025/26, selon les estimations préliminaires du National Statistics Office. Ce niveau reste très éloigné de l'objectif gouvernemental de porter le PIB à 100 Mds USD dans un délai de cinq à sept ans.

La croissance du PIB réel devrait ralentir légèrement, à 3,7%, contre 3,8% en 2024/25. Ce ralentissement s'explique surtout par la faiblesse du secteur primaire, dont la croissance tomberait à 1,63%, contre 3,01% un an plus tôt. Les services, qui restent le principal moteur de l'économie, progresseraient également un peu moins vite, à 4,21%, contre 4,36%. La

structure de l'économie resterait peu modifiée. Les services représenteraient 61,8% du PIB, devant le secteur primaire (24,5%) et le secteur secondaire (13,7%).

[Nepal's economy to grow to Rs 6.6 trillion this year](#)

Pakistan

Le Pakistan émet un eurobond de 750 M USD

Afin de faire face à ses besoins de financements externes (pour mémoire, en moyenne de 25-30 Mds USD par an) et aux tensions sur ses réserves de change – notamment liées au remboursement non-programmé et anticipé d'un dépôt émirien auprès de la Banque centrale de 3,45 Mds USD – les autorités pakistanaises ont procédé à une émission obligataire sur les marchés internationaux (eurobond). Initialement fixée à 500 M USD, l'opération a été portée à 750 M USD via l'exercice d'une option de surallocation (« greenshoe »), en raison d'une demande des investisseurs supérieure aux attentes.

Cette obligation, d'une maturité de trois ans, est assortie d'un taux d'intérêt de 6,95 %. La banque Standard Chartered a participé à l'opération aux côtés du département de gestion de la dette du ministère des Finances.

Cette émission marque le retour du Pakistan sur les marchés de capitaux après quatre années d'absence, un objectif fixé par l'actuel ministre des Finances lors de sa prise de fonctions en mars 2024. Elle intervient dans un contexte de pressions accrues sur les besoins en devises, liées notamment à la hausse de la facture énergétique et aux remboursements récents de dette externe. Elle témoigne d'une stabilisation de la situation économique et financière du pays et d'un regain de confiance des investisseurs internationaux, après une période de crise ayant conduit à une dégradation de la note souveraine en catégorie spéculative. Enfin, elle s'inscrit dans une stratégie plus large de réengagement du Pakistan sur les marchés internationaux, incluant de futures émissions (GMTN, sukuk, voire panda bond).

[Pakistan upsizes Eurobond to \\$750mn after 'strong investor demand' - Business & Finance - Business Recorder](#)

La Banque centrale relève son taux directeur de 100 pdb à 11,5%

A l'issue de son comité de politique monétaire du 27 avril, la Banque centrale du Pakistan (State Bank of Pakistan – SBP) a décidé de relever son taux directeur de 100 points de base, le portant de 10,5% à 11,5%.

La SBP justifie cette décision par la résurgence de risques inflationnistes liés aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient, susceptibles de provoquer un choc d'offre via la hausse des prix de l'énergie, des coûts de fret maritime et des primes d'assurance. Le resserrement monétaire vise ainsi à ancrer les anticipations d'inflation et à préserver la stabilité macro-économique. La SBP anticipe que l'inflation devrait progresser au cours des prochains mois, à un niveau qui devrait dépasser la cible de 5-7% au cours de l'exercice budgétaire 2027.

Sur le plan externe, la SBP indique que les réserves de change pourraient atteindre environ 18 Mds USD d'ici la fin de l'exercice 2025/26, tandis que les transferts des travailleurs expatriés sont attendus à un niveau élevé (41 Mds USD). Dans ce contexte, les autorités estiment que les besoins de financement extérieur devraient rester globalement maîtrisés.

Cette décision marque un tournant dans la politique monétaire de la SBP, après une phase d'assouplissement monétaire engagée depuis 2024 qui avait ramené le taux directeur de 22% à 10,5%. Elle reflète la forte sensibilité de l'économie pakistanaise aux chocs importés, en particulier énergétiques. Enfin, elle suscite pourtant des réactions contrastées et des critiques de la part de l'industrie, qui la juge inopportune dans une phase de reprise encore fragile et estime qu'elle risque de peser sur l'investissement, le crédit au secteur privé et la compétitivité des exportations

[Industry leaders warn interest rate hike to hit exports, economic growth - Business - DAWN.COM](#)

Impact de la crise au Moyen Orient : coût des mesures d'austérité pour le secteur du commerce et hausse du prix de l'essence

Le coût pour le secteur du commerce des mesures d'austérité mises en œuvre par les autorités est estimé à près de 100 Mds PKR (300 M€) par semaine. Depuis début avril, les centres commerciaux et marchés sont en effet contraints de fermer à 20h00, et les restaurants à 22h00, entraînant un net ralentissement de l'activité, avec une baisse des ventes estimée entre 25 % et 30 %. A Islamabad, ce ralentissement a été accentué par le renforcement des mesures de sécurité en prévision des visites de délégations de haut niveau dans le cadre des négociations entre les Etats-Unis et l'Iran, ce qui a contribué à un mécontentement croissant des commerçants et des travailleurs journaliers.

Malgré les effets négatifs sur l'activité économique, un assouplissement de ces restrictions n'est pas envisagé à ce stade. Lors d'une réunion de suivi de leur mise en œuvre, le vice-Premier ministre Ishaq Dar a indiqué que seules des dérogations limitées seraient accordées, principalement pour les activités gouvernementales.

Le prix de l'essence pourrait à nouveau augmenter au cours des prochaines semaines, alors que les importations hebdomadaires de pétrole ont progressé à 800 M USD selon le Premier ministre Shehbaz Sharif. Cette nouvelle hausse interviendrait alors que le gouvernement a augmenté de 27 PKR/L les prix de l'essence et du diesel, pour se conformer avec les attentes du FMI en matière de recettes fiscales.

[Early closures hit retail sales hard - Newspaper - DAWN.COM](#)

FMI – les revues des programmes Pakistan à l'ordre du jour du conseil d'administration du 8 mai

Le passage au conseil d'administration du FMI des revues des programmes en cours (3ème revue de la facilité élargie de crédit et 2nde revue de la facilité résilience et soutenabilité) est prévu vendredi 8 mai. L'approbation par le conseil devrait donner lieu à un nouveau décaissement de 1,2 Mds USD, dont près de 1 Md USD au titre de l'EFF et environ 200 M USD au titre de la RSF.

Selon le ministre des Finances, Muhammad Aurangzeb, le Pakistan a rempli l'ensemble des conditions préalables à ces revues, suite à l'accord avec les services (staff level agreement) conclu fin mars 2026, insistant sur :

- Le respect des critères quantitatifs, notamment en matière de solde budgétaire primaire et de niveau de réserves de change ;
- La mise en œuvre des ajustements tarifaires dans le secteur énergétique, considérés comme essentiels pour réduire les déficits circulaires dans l'énergie ;
- Les progrès réalisés en matière de mobilisation des recettes fiscales et de discipline des dépenses publiques ;

- L'engagement des autorités à poursuivre les réformes structurelles au-delà de la revue, afin d'inscrire la stabilisation dans la durée.

Le ministre a par ailleurs souligné que le programme FMI s'inscrivait dans une stratégie plus large de restauration de la crédibilité macroéconomique du pays, visant à faciliter le retour sur les marchés internationaux et à mobiliser des financements complémentaires auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

[IMF Board to review EFF, RSF on May 8 - Business Recorder](#)

Pakistan International Airlines – finalisation du processus de privatisation et mesures de rationalisation des coûts

Le processus de privatisation de la compagnie aérienne Pakistan International Airlines est désormais achevé, avec l'acquisition des 25% restants du capital détenu par l'Etat par le consortium mené par Arif Habib, portant sa participation à 100%. Cette opération, valorisée à environ 45 Mds PKR pour la tranche finale, porte le montant total de la privatisation à près de 180 Mds PKR, dont 125 Mds PKR destinés à être réinvestis dans la compagnie.

La finalisation du processus de privatisation s'accompagne d'annonces de mesures de rationalisation des coûts et d'amélioration de la rentabilité de la compagnie, PIA a ainsi annoncé revoir son programme de vols ainsi que sa politique tarifaire, dans un contexte de contraintes opérationnelles et de transition managériale.

[Arif Habib consortium acquires remaining 25% stake in PIA - Markets - Business Recorder](#)

Sri Lanka

La BAsD évalue à 6 Mds USD le potentiel d'exportations non réalisé

Le Sri Lanka dispose d'un potentiel d'exportations de 6 Mds USD (surtout habillement, thé, épices et fruits à coque), soit 47% de ses exportations actuelles. Cette situation pèse sur la capacité du pays à renforcer durablement sa stabilité extérieure, dans un contexte où l'économie reste contrainte par ses besoins en devises. L'Inde représente le premier gisement d'exportations inexploitées, avec 808 MUSD de potentiel annuel, devant les États-Unis, la Chine, l'Italie et l'Allemagne. En 2024, l'Inde constituait déjà le 3e marché d'exportation du Sri Lanka, avec 7% des ventes extérieures, et son 2e fournisseur, avec 20% des importations. La banque estime toutefois que les exportations sri lankaises vers l'Inde pourraient encore progresser de 91% si les obstacles commerciaux (notamment barrières non tarifaires, exigences de certification, règles d'étiquetage, quotas tarifaires restrictifs et règles d'origine) étaient levés.

[BAsD](#)

Fitch alerte sur un risque de hausse des prix alimentaires lié aux engrais

Le Sri Lanka fait partie des économies émergentes d'Asie exposées à une hausse des coûts alimentaires si les perturbations sur l'offre mondiale d'engrais se prolongent pendant la prochaine campagne agricole. L'agence souligne que la hausse du prix de l'urée — environ 50% depuis le début du conflit en Iran — pourrait renchérir les coûts de production agricole, réduire l'usage d'engrais et peser sur les rendements, avec un effet retardé sur les prix alimentaires au second semestre 2026. Fitch relève que la dépendance nette du Sri Lanka aux importations alimentaires se situe à un niveau intermédiaire (le Sri Lanka est importateur net de produits alimentaires à hauteur de 17% de sa consommation intérieure), un niveau comparable aux Philippines et au Bangladesh, ce qui rend le pays vulnérable si une baisse des récoltes devait coïncider avec une hausse des prix mondiaux.

[Fitch](#)

Le déficit budgétaire quasiment résorbé en janvier 2026

Les recettes de l'État ont atteint 468,8 Mds LKR en janvier 2026, contre 346,6 Mds LKR un an plus tôt, portées notamment par une hausse des recettes fiscales à 434,2 Mds LKR. Les dépenses totales n'ont progressé que modérément, à 472,6 Mds LKR, contre 466,0 Mds LKR en janvier 2025. En conséquence, l'excédent primaire a presque doublé, à 222,8 Mds LKR, tandis que le déficit budgétaire global a été ramené à seulement 3,8 Mds LKR (0,01% du PIB), contre 119,4 Mds LKR un an auparavant. Cette amélioration est largement liée à la reprise des importations automobiles, qui ont généré 904 Mds LKR de recettes en 2025, soit plus du double de l'objectif initial de 441 Mds LKR. Toutefois, cet effet pourrait s'atténuer. En janvier-février 2026, les importations de véhicules ont atteint environ 418 MUSD, chiffre en repli par rapport au pic de décembre 2025 (240,9 MUSD).

[CBSL](#)

Détournement d'un règlement de dette bilatérale à l'Australie à la suite d'une fraude informatique

Un règlement de 2,5 M USD destiné à l'Australie dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord bilatéral de restructuration de la dette extérieure qu'elle a conclu avec le Sri Lanka le 27 octobre dernier, aurait été détourné à la suite d'une fraude portant sur des instructions de paiement transmises par courriel. L'incident implique le Department of External Resources du ministère des Finances, chargé de la gestion des financements extérieurs et a été identifié lors de l'examen de transactions en devises intervenues en janvier 2026. Les conseils des autorités sri-lankaises estiment qu'il n'y a pas défaut technique dans la mesure où le Sri Lanka a démontré son intention et sa capacité de payer. L'affaire intervient dans un contexte institutionnel marqué par le transfert fin 2025 des fonctions de gestion de la dette publique de la Banque centrale du Sri Lanka vers le Public Debt Management Office placé auprès du ministère des Finances.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Negative	B+	Stable	B+	Stable	D	C
Pakistan	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Negative	-	-	CC	Stable	D	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr